ANNEXE 1

2026

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

**COMMUNE D'ELNE**

**01/01/2026**

# ANNEXE 1

**SOMMAIRE**

**CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE ..... 3**
1. Rapport et débat d'orientation budgétaire : quelles sont les règles ? ..... 3
CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONALE ..... 4
2. CONTEXTE MACROECONOMIQUE ..... 4
1.1. Situation budgétaire et économique nationale ..... 4
1.2. Contexte économique local ..... 6
3. ELEMENTS DE PREVISIONS BUDGETAIRES POUR 2026 ..... 7
LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE ..... 8
4. EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ..... 8
5. EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ..... 9
6. PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI) ..... 12
7. STRUCTURE DE DETTE ..... 13
**8.** EVOLUTION DE L'EPARGNE ..... **15**

# ANNEXE 1

**INTRODUCTION**

La programmation du budget 2026 est élaborée dans un contexte général d'anxiété et d'incertitude en raison du rejet de la loi de finances 2026.

En attendant de connaître les contours du nouveau budget 2026, le budget communal sera reconduit dans les mêmes conditions que celui de 2025, lequel peut être résumé ainsi :

**Un budget stable avec une inflation en baisse, une dette maîtrisée et des projets financés.**

Toutefois, la situation demeure fragile avec des dépenses de fonctionnement de moins en moins compressibles et de futures lois qui mettent en péril les finances des collectivités.

La commune d'ELNE va redoubler d'efforts pour maintenir son engagement envers ses administrés.
Ainsi, les objectifs 2026 de la municipalité est de ne toujours pas augmenter les taux d'imposition, de prioriser les projets et de les phaser afin d'en maîtriser le financement, de garantir la qualité des services et des équipements, tout en maintenant une situation financière saine, et enfin, de mettre l'accent sur les projets suivants, tout en assurant le remboursement de la dette :

- Poursuite de la Rénovation énergétique du Complexe sportif et de la piscine municipale ;
- Réhabilitation du patrimoine culturel avec travaux d'urgence de la maternité Suisse ;
- Entretien du patrimoine municipal et des aménagements urbains ;
- Réfection des rues et des réseaux, en particulier rue du marché et avenue des Albères ;
- Rond-Point de la 3$^{e}$ tranche de la ZAC 3 ;
- Installation de borne escamotable en ville basse ;
- Construction d'une salle polyvalente ;
- Plantations d'arbres dans la ville et aménagement de la plage ;
- Poursuite de l'agrandissement des locaux du Centre Municipal de Santé ;
- Poursuite des engagements pour l'aménagement de l'espace Salitar ;
- Poursuite des engagements pour l'aménagement du marché de gros ;

## CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

# 1. Rapport et débat d'orientation budgétaire : quelles sont les règles ?

*Les articles L.2312-1 et D2312-3 du Code Générale des Collectivités Locales imposent un formalisme lors de la confection et de la présentation du rapport d'orientations budgétaires.*

***Article L.2312-1 du CGCT***

- ***Obligation** : Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire doit présenter un rapport sur les orientations budgétaires au conseil municipal, dans un délai de dix semaines avant l'examen du budget.*

- ***Contenu** : Le rapport doit inclure :*
    - *Les orientations budgétaires (évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes, en fonctionnement et investissement).*

- *Les engagements pluriannuels (programmation d'investissement, autorisations de programme).*
- *La structure et la gestion de la dette (profil de l'encours de dette visé, perspectives pour le projet de budget).*

- ***Débat** : Ce rapport donne lieu à un débat en conseil municipal, sans vote, mais avec une délibération spécifique pour acter le débat.*

- ***Transmission** : Le rapport est transmis au président de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune est membre dans les 15 jours suivant son examen, et mis à disposition du public à l'hôtel de ville dans les 15 jours après le débat.*

***Article D.2312-3 du CGCT***

- ***Précisions sur le contenu** :*
  1. *Orientations budgétaires : Hypothèses d'évolution des concours financiers, fiscalité, tarification, subventions, et relations financières avec l'EPCI.*
  2. *Engagements pluriannuels : Programmation d'investissement (dépenses et recettes prévisionnelles), autorisations de programme.*
  3. *Dette : Profil de l'encours de dette visé, évaluation de l'évolution de l'épargne brute, nette et de l'endettement.*

- ***Objectif** : Permettre une **évaluation prévisionnelle** de la situation financière de la commune à la fin de l'exercice.*

---

***Jurisprudences importantes :***

- ***TA Versailles (1993)** : Le budget primitif ne peut être adopté **sans DOB préalable**.*
- ***TA Montpellier (1997)** : Le DOB ne peut avoir lieu **le même jour que le vote du budget**.*
- ***CAA Marseille (2012)** : Le DOB est une **mesure préparatoire**, sans vote, et ne constitue pas une délibération au sens de l'article L.2121-12 du CGCT.*
- ***TA Nice (2006 et 2007)** :*
  - *Le rapport doit être **suffisamment précis et détaillé** (un document trop général est irrecevable).*
  - *L'absence de précision peut **entacher d'irrégularité** la procédure d'adoption du budget primitif.*

# CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONALE

## 2. CONTEXTE MACROECONOMIQUE

*Marqué par une croissance faible, un creusement du déficit et des finances locales tendues dans un environnement institutionnel incertain.*

### 1.1. Situation budgétaire et économique nationale

Le projet de loi de finances pour 2026 a été rejeté par l'Assemblée nationale en novembre 2025, puis adopté avec modifications par le Sénat en décembre. Une commission mixte paritaire n'a pas abouti, et une loi de

finances spéciale a été adoptée fin décembre 2025 pour assurer la continuité des services publics en 2026. Les débats parlementaires doivent reprendre en janvier 2026 pour aboutir à une loi de finances initiale.

Le gouvernement indique dans le PLF 2026 avoir pour objectif un **déficit public de 4,7 % du PIB** en 2026, contre **5,4 % en 2025**. Cette amélioration de **0,7 point de PIB** s'inscrit dans une **trajectoire de redressement** visant à ramener le déficit **sous les 3 % en 2029**, conformément aux engagements européens (Pacte de stabilité et de croissance)

Cette trajectoire est **ambitieuse**, car elle intervient dans un environnement marqué par :

- Une **croissance modérée** (+1 % du PIB en 2026, contre +0,7 % en 2025).
- Une **inflation persistante** (1,8 % en 2026, après 2,1 % en 2025).
- Des **dépenses publiques rigides** (dette, défense, transition écologique).
- Des **recettes fiscales incertaines** (dépendance à la conjoncture économique).

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement mise sur un **double levier** :

- **Réduction des dépenses** :
  - Les dépenses des ministères hors dette et défense baisseront en **valeur absolue** en 2026, grâce à des économies ciblées (ex : rationalisation des opérateurs publics, lutte contre la fraude sociale)
  - **Effort demandé aux collectivités locales** : **5,3 milliards d'euros** d'économies en 2026 (contre 2,2 milliards en 2025)
  - **Maîtrise de la masse salariale** : Limitation des embauches dans la fonction publique (+0,3 % en volume).

- **Augmentation des recettes** :
  - **6,5 milliards d'euros** de recettes supplémentaires en 2026, principalement via :
    - Une **contribution différentielle sur les hauts revenus** (taux minimal de 20 % pour les revenus supérieurs à 200 000 €/an).
    - Une **réforme de la fiscalité écologique** (ex : taxation des véhicules polluants, réforme de la fiscalité des déchets)
  - **Lutte contre la fraude fiscale** : Objectif de **1 milliard d'euros** de recettes supplémentaires grâce au renforcement des contrôles.

**Le PLF 2026 a été conçu avec les hypothèses économiques sous-jacentes**

- **Une croissance du PIB de 1 % en 2026. Avec cette prévision officielle,** le gouvernement table sur une hausse de la **croissance en 2026**, après +0,7 % en 2025. Cette hypothèse est **optimiste** au regard des risques externes (guerre en Ukraine, tensions commerciales, ralentissement chinois) et internes (endettement des ménages, faible productivité).

  **Comparaison internationale** :
  - **Zone euro** : Croissance prévue à **1,2 %** en 2026 (source : Commission européenne).
  - **Allemagne** : **0,8 %** (risque de récession technique).
  - **États-Unis** : **1,5 %** (ralentissement attendu après 2025).

  **Aussi, l**a France pourrait **sous-performer** ses partenaires, ce qui fragiliserait les recettes fiscales.

- **Une Inflation de 1,8 % en 2026, a**près un pic à **5,2 % en 2022**, l'inflation devrait donc se stabiliser **en 2026** (contre 2,1 % en 2025). Cette baisse est liée à la **modération des prix de l'énergie** (baisse des cours du gaz et de l'électricité), l'**effet base** (comparaison avec les pics de 2022-2023). Cependant, une remontée des prix du pétrole ou une nouvelle crise géopolitique pourrait **relancer l'inflation** et alourdir la charge de la dette (indexée sur l'inflation pour 20 % de l'encours).

- **Un endettement public de 117,9 % du PIB en 2026** (contre 115,9 % en 2025). Ce niveau reste **très élevé** (moyenne zone euro : 95 %), ce qui limite la marge de manœuvre budgétaire. De plus, malgré la baisse des taux, la charge d'intérêts représente **3,5 % des dépenses publiques** (soit près de 90 milliards d'euros/an), en raison du volume de dette.

Le **déficit de la Sécurité sociale** devrait atteindre **17,4 milliards d'euros** en 2026 (contre 23 milliards en 2025). Le gouvernement mise sur des **économies** (ex : moindre revalorisation des pensions en 2027) et une **hausse des cotisations** (complémentaires santé) pour le résorber. Cela pourrait entrainer une dégradation du chômage ou une crise sanitaire qui pourrait **alourdir les dépenses** (ex : +1 point de chômage = +5 milliards d'euros de dépenses sociales).

L'effort de **5,3 milliards d'euros** demandé aux collectivités pourrait **freiner l'investissement local** (58 % de l'investissement public civil en France) et **dégrader les services publics** (ex : entretien des routes, écoles) ce qui aurait pour c**onséquence** un ralentissement de l'investissement local entrainant une aggravation du d**éficit national** à moyen terme (effet multiplicateur).

Enfin, les mesures d'économies (gel des dotations, hausse des cotisations) et la fiscalité ciblée sur les hauts revenus pourraient **provoquer des tensions politiques et sociales**, surtout en période pré-électorale (législatives en 2027).

## 1.2. Contexte économique local

***Situation financière du bloc communal en 2025***

- ***Recettes de fonctionnement** :*
  - ***Croissance modérée** : +2,5 % pour les communes, +2,8 % pour les EPCI, portée par une **hausse des recettes fiscales** (+2,0 % pour les communes, +3,0 % pour les EPCI)*
  - ***Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)** : Augmentation de **+290 millions d'euros** en 2025, mais cette hausse masque des **inégalités territoriales**. Les communes en zone de revitalisation rurale (ZRR) bénéficient de majorations, tandis que les autres voient leurs dotations stagner*
  - ***Fiscalité locale** : La suppression progressive de la **taxe d'habitation** et la réforme de la **CVAE** réduisent les marges de manœuvre, malgré des compensations partielles via la TVA.*
- ***Recettes d'investissement** :*
  - ***Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)** : Maintenue en valeur, mais **non revalorisée**, ce qui limite les capacités d'investissement des petites communes*
  - ***Fonds vert** : Doté de **1 milliard d'euros** en 2025 (contre 2 milliards en 2024), avec un ciblage renforcé sur la transition écologique. Les projets de **désimperméabilisation** ou de **rénovation énergétique** (comme ceux d'Elne) sont prioritaires, mais soumis à des **critères stricts.***
- ***Dépenses de fonctionnement** :*
  - ***Hausse de +4,4 %** pour les communes et **+3,8 %** pour les EPCI, tirée par :*
    - ***Masse salariale** : +4,9 % (effet des revalorisations du point d'indice et des cotisations CNRACL)*
    - ***Charges énergétiques** : +15 % en moyenne, en lien avec la hausse des prix de l'électricité et du gaz.*
    - ***Charges à caractère général** : +3,5 %, incluant les coûts des assurances et des prestations externes.*
  - ***Conséquence** : L'**épargne brute** (excédent de fonctionnement) recule de **-7,8 %** pour les communes, limitant leur capacité à autofinancer les investissements*
- ***Dépenses d'investissement** :*

  - ***Croissance de +8,3 %*** *pour les communes, portée par les* ***projets de transition écologique*** *(rénovation des bâtiments, mobilité douce) et les* ***travaux d'entretien du patrimoine***
  - ***Financement*** *: Les collectivités recourent davantage à l'****emprunt*** *(taux d'intérêt en hausse) et aux* ***subventions****, mais les délais d'instruction s'allongent.*
- ***Encours de dette*** *:*
  - ***Augmentation de +1,4 %*** *pour les communes, à* ***141 milliards d'euros*** *fin 2025. Le ratio dette/épargne brute se dégrade, signalant un* ***risque de fragilité financière*** *pour les collectivités les plus endettées*
  - ***Coût de la dette*** *: Les taux d'intérêt remontent (moyenne à 2,5 % pour les nouveaux emprunts), alourdissant la charge financière.*
- ***Fonds de roulement*** *:*
  - ***Baisse de 2,2 milliards d'euros*** *pour les communes, reflétant un* ***déséquilibre entre recettes et dépenses courantes****. Les EPCI résistent mieux (-0,5 milliard d'euros), grâce à des économies d'échelle*

# 3. ELEMENTS DE PREVISIONS BUDGETAIRES POUR 2026

**La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)** est fixée à **32,6 milliards d'euros** en 2026, en apparence en hausse par rapport à 2025 (27,4 milliards). Cependant, cette augmentation est **artificielle** : elle intègre la **rebudgétisation de la fraction régionale de TVA**, qui était auparavant hors DGF. **À périmètre constant, la DGF est gelée**, ce qui équivaut à une **baisse réelle** en contexte inflationniste. Il convient de noter que les enveloppes **Dotation de Solidarité Rurale, Dotation de Solidarité Urbaine et Dotation d'intercommunalité sont en hausse de respectivement** 150 millions d'euros (+6,7 %), 140 millions d'euros (+5,0 %), 90 millions d'euros (+5,1 %).
Les communes classées en **zone France Ruralité Revitalisation (FRR)** bénéficient d'une **double majoration** de 3**0 % sur la fraction bourg-centre** (majoration existante pour les ex-ZRR) et **20 % sur la fraction péréquation** (nouveauté 2026). Pour les communes **anciennement classées en ZRR** (non reclassées en FRR) conservent ces majorations

**Le taux du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)** est **maintenu à 14,850 %** (contre 16,404 % en 2024), mais l'**assiette éligible est réduite** : les dépenses de fonctionnement sont **exclues** du calcul, ce qui génère une **perte de 800 millions d'euros** pour les collectivités. L'impact sera moins de remboursements pour les collectivités, surtout celles ayant des dépenses de fonctionnement élevées.

Le **Dispositif de Lissage Conjoncturel (DILICO)**, assimilé à une "épargne forcée", passe de **1 milliard d'euros en 2025 à 2 milliards en 2026**. Ce mécanisme ponctionne les recettes fiscales des collectivités les plus riches pour abonder un fonds de réserve national qui a pour conséquence la réduction des marges de manœuvre pour les communes

**Le fonds vert baisse drastiquement, l**e budget passe de 2 milliards d'euro en 2024 à **1 milliard d'euros en 2025 et enfin à 0,65 milliard en 2026** (baisse de 68 %), limitant les financements pour la **transition écologique**.

**Baisse de 700 millions d'euros** des crédits, affectant les aides à la rénovation de l'habitat privé et les politiques locales de logement portées par l'**Agence nationale de l'habitat (Anah)**

**Les Cotisations CNRACL connaitront une hausse de 3 points** du taux de cotisation vieillesse pour les employeurs territoriaux, étalée sur 4 ans. **Impact en 2026** : **+1,4 milliard d'euros** de charges supplémentaires pour les collectivités, alourdissant la masse salariale

**L'Etat procédera à une limitation de la dynamique de TVA** reversée aux collectivités, avec un plafond indexé sur l'inflation. **Économie pour l'État** : **1,2 milliard d'euros** en 2026

**Pour l'investissement, la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)** est m**aintenue en valeur absolue**, mais **non revalorisée**, ce qui équivaut à une baisse réelle. De plus la **Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)** devrait f**usionner avec la DETR**, mais avec un **budget global réduit**.

# LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE

## 4. EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des dépenses de fonctionnement avec une estimation pour l'exercice 2026.

Comme pour les exercices antérieurs, une attention particulière sera portée sur le fonctionnement afin de pouvoir dégager de l'épargne brute pour d'une part, rembourser la dette en gardant un taux de désendettement le plus bas possible et d'autre part, financer les différents projets d'investissements.

On peut constater une augmentation de 4,1 % des charges de personnel par rapport à l'année précédente, en raison d'une part, de la prise en compte de la réduction de la précarité au sein du personnel et, d'autre part, de l'augmentation du taux de la cotisation employeur.

À savoir qu'en 2026, les communes subiront de nouveau une nouvelle hausse de cette cotisation de l'ordre de 3 points, et d'autres sont également prévues jusqu'à horizon 2028.

Les dépenses générales ont augmenté de 300 K€ par rapport à 2024, principalement en raison des hausses de prestations et des primes d'assurances.

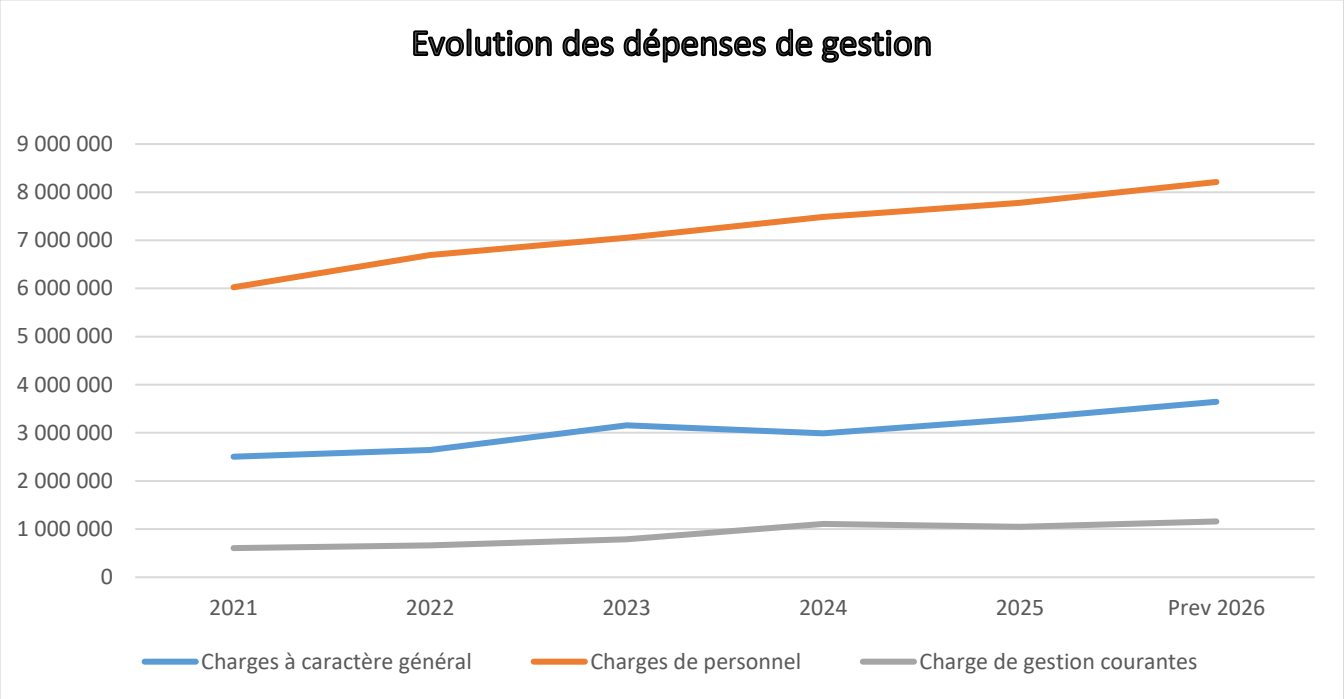
La reconduction des actions, le maintien d'un service public de qualité et la prise en compte dans les comptes de l'exploitation de la piscine qui devrait ouvrir en cours d'année mènent la collectivité à prévoir, dans le respect du taux d'inflation 2026, une augmentation prévisionnelle des dépenses à caractères général de 200K€

Pour les charges de personnel, malgré un gel du point d'indice de nouveau en 2026, la hausse devrait être de 2,8% afin de tenir compte de l'augmentation du taux de la cotisation employeur, de la revalorisation du SMIC survenue au 1er janvier 2026 et de la hausse de la cotisation d'assurance.

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Prev 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Charges à caractère général | 2 504 370 | 2 642 909 | 3 158 514 | 2 992 596 | 3 301 395 | 3 494 672 |
| Charges de personnel | 6 024 111 | 6 696 071 | 7 054 317 | 7 484 593 | 7 790 257 | 8 011 275 |
| Charge de gestion courantes | 605 724 | 663 906 | 787 324 | 1 105 523 | 1 064 265 | 1 151 717 |
| **TOTAL dépenses de gestion** | **9 194 405** | **10 002 886** | **11 000 155** | **11 662 818** | **12 155 917** | **12 657 664** |
| Charge financières | 427 106 | 399 219 | 417 319 | 408 296 | 380 867 | 383 153 |
| Charges spécifiques | 44 287 | 168 448 | 306 854 | 3 454 | 4 417 | 8 000 |

# ANNEXE 1

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dotations aux provisions | 110 190 | 30 000 | 42 808 | 47 361 | 24 439 | 21 500 |
| **TOTAL dépenses réelles** | **9 775 988** | **10 600 553** | **11 767 136** | **12 121 929** | **12 565 640** | **13 070 317** |
| Opérations d'ordres | 768 901 | 2 237 998 | 613 752 | 706 554 | 757 615 | 440 562 |
| **TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT** | **10 484 693** | **12 838 554** | **12 380 890** | **12 842 198** | **13 323 255** | **13 510 879** |




➢ **FOCUS sur les dépenses de fluides**

Le graphique ci-dessous illustre comment les dépenses de fluides, qui représentent la plus grande partie des charges à caractère général (25%), ont évolué de 2021 à 2025 avec une projection pour l'exercice 2026.

On observe que le coût des énergies reste encore élevé par rapport à 2022 malgré les baisses de 2024 et 2025.

| Dépenses de fluides | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Prévision 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Eau et assainissement** | 132 429 | 169 478 | 97 048 | 88 109 | 104 940 | 110 000 |
| **Electricité et gaz** | 422 871 | 400 765 | 794 807 | 632 161 | 517 095 | 540 000 |
| **Carburant et combustible** | 76 781 | 110 781 | 107 537 | 94 192 | 101 751 | 110 000 |
| **TOTAL dépenses de fluides** | **632 081** | **681 024** | **999 392** | **814 462** | **723 786** | **760 000** |
| **Variation N+1/N-1** | | **7,74%** | **46,75%** | **-18,50%** | **-11,13%** | **5,00%** |

## 5. EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des recettes de fonctionnement avec une projection de l'exercice 2026 (hors recettes exceptionnelles), évaluée en tenant compte d'une part, de l'augmentation des bases fiscales de 0,8%, et d'autre part, de la contribution communale au redressement des comptes publics.

# ANNEXE 1

En ce qui concerne les tarifs municipaux, il n'est pas prévu d'augmentation pour 2026.

En 2025, on observe une hausse de 136 k€ sur les impôts et taxes, enregistrée principalement sur la taxe additionnelle aux droits de mutation ou publicité foncière. Pour information, cette taxe provient des mutations à titre onéreux d'immeubles et de droits immobiliers situés sur le territoire de la commune, de fonds de commerce ou de clientèle établis sur le territoire de la commune et de droit à un bail ou de bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble situé sur le territoire de la commune.

Les recettes afférentes sont donc perçues en fonction du nombre de mutations établies sur le territoire de la commune.

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Project°.2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat N-1 reporté** | **2 519 156** | **2 944 697** | **4 110 185** | **4 424 710** | **4 757 883** | **2 184 778** |
| Atténuation de charges | 126 877 | 67 622 | 84 889 | 106 848 | 56 097 | 100 000 |
| Produits des services | 728 564 | 1 385 584 | 1 559 025 | 1 542 182 | 1 878 992 | 1 650 000 |
| Impôts/Taxes/Fiscalité locale | 7 631 733 | 7 921 973 | 9 044 939 | 8 925 977 | 9 166 579 | 9 378 510 |
| Dotations et participations | 1 641 586 | 2 204 550 | 1 744 653 | 1 732 695 | 1 614 455 | 1 650 000 |
| Produits de gestion courante | 347 239 | 348 056 | 435 168 | 481 468 | 518 138 | 520 000 |
| **TOTAL recettes de gestion** | **10 476 000** | **11 927 785** | **12 868 675** | **12 789 169** | **17 992 144** | **15 483 288** |
| Produits spécifiques | 456 173 | 1 755 531 | 368 269 | 318 271 | 328 631 | 5 000 |
| Reprises sur provisions | 6 869 | 0 | 125 144 | 389 311 | 26 773 | 25 000 |
| **TOTAL recettes réelles** | **10 939 042** | **13 683 316** | **13 362 088** | **13 496 751** | **18 347 548** | **15 513 288** |
| Opérations d'ordre | 119 069 | 304 626 | 176 503 | 11 086 | 195 563 | 200 000 |
| **TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | **13 577 267** | **16 932 639** | **17 648 776** | **17 932 547** | **18 543 111** | **15 713 288** |
| **Variation RRF N+1/N-1** | | **25,09%** | **-2,35%** | **1,01%** | **2,38%** | |

Les bases d'imposition sont revalorisées chaque année par l'application d'un coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives. Pour 2026, il s'établit à 0,8%, soit une augmentation de 50 000 € par rapport à 2025 en plus de la hausse des logements sur la commune.

**Le potentiel fiscal :**

Le potentiel fiscal est un indicateur de richesse qui permet d'apprécier les ressources fiscales libres d'emploi que peut mobiliser une commune de manière objective. Son montant correspond à la somme que produiraient les taxes directes de la commune si le taux moyen national d'imposition est appliqué sur chacune de ces taxes.

Données 2025 :

- Le potentiel fiscal de la commune est de 985,02/hab.
- Le potentiel fiscal moyen par habitant de la strate est de 1 206,15/hab.

**L'effort fiscal :**

L'effort fiscal de la commune est un indicateur permettant de mesurer la pression fiscale exercée sur les contribuables. Il est constitué du rapport entre les produits fiscaux et les bases brutes de fiscalité de la Collectivité.

# ANNEXE 1

Cet indicateur est surtout utilisé dans le calcul de la dotation nationale de péréquation (DNP), dont l'objectif de cette dotation est de corriger les écarts de richesse fiscale entre communes, notamment au niveau de la fiscalité économique avec sa part majoration.

Données 2025 :

- L'effort fiscal de la commune est de 1.3238
- L'effort fiscal moyen de la strate est de 1.1841

Le principe est malheureusement le suivant : plus la pression fiscale d'une commune est élevée, plus l'Etat octroie de dotations. La logique est de favoriser les territoires qui, malgré une pression fiscale supérieure à la moyenne, peinent toujours à dégager des recettes dynamiques. Toutefois, cet indicateur est plafonné afin d'éviter les effets d'aubaine qui pénaliseraient en premier lieu les contribuables.

- **FOCUS sur les dotations de l'Etat :**

Pour 2026, les composantes de la dotation globale de fonctionnement, ne connaitront aucune évolution. Eu regard du potentiel fiscal et de l'effort fiscal, la commune reste pour 2026 éligible à la DNP.

En effet, sont concernées par cette éligibilité de « droit commun » les communes respectant les conditions cumulatives suivantes :

- Leur potentiel financier par habitant est inférieur à 105% du potentiel financier moyen par habitant des communes appartenant à la même strate démographique ;
- Leur effort fiscal est supérieur à l'effort fiscal moyen des communes appartenant à la même strate démographique.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des montants de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) de la commune de 2021 à 2025.

| D.G.F. | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Proj 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dotation Forfaitaire | 445 538 | 458 584 | 473 723 | 477 292 | 480 187 | 485 000 |
| Dotation de Solidarité Rurale | 394 282 | 429 594 | 468 302 | 505 719 | 521 845 | 540 000 |
| Dotation Nationale de Péréquation | 248 238 | 260 116 | 278 422 | 281 426 | 274 878 | 265 000 |
| **TOTAL D.G.F.** | **1 088 058** | **1 148 294** | **1 220 447** | **1 264 437** | **1 278 935** | **1 290 000** |
| **Variation N+1/N-1** | | **5%** | **6%** | **3%** | **1%** | **1%** |

- **FOCUS sur les Attribution de compensation de l'EPCI**

Les attributions de compensations versées par la communauté de communes Albères-Cote-Vermeille-Illibéris ne connaîtront aucune évolution, du fait qu'aucune nouvelle compétence n'est à transférer ou, à l'inverse, à récupérer par la commune. En conséquence, le rapport final de la CLECT du 16/01/2024 présente les montants définitifs de la manière suivante :

# ANNEXE 1

| Attributions de Compensations arrêté au 31/12/2017 | Participation suite transfert compétence GEMAPI (extinction dette) | Participation des communes au Pays Pyrénées Méditerranée (1.75€/habitant) | Modification suite récupération compétence Eclairage Public |
|---|---|---|---|
| 1 907 410 € | - 12 897 € | - 15 337 € | + 132 208 € |

Pour l'exercice 2026, les AC s'élèveront au même titre que l'exercice 2025, à 2 011 384 €.

## 6. PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI)

La poursuite des engagements demeure essentielle pour une ville durable et respectueuse de l'environnement. L'engagement de la commune se traduit à la fois par l'amélioration des bâtiments municipaux, notamment en matière de transition écologique, et par la réhabilitation des monuments historiques pour préserver son patrimoine lié à l'histoire de son territoire.

Des travaux importants de mise en sécurité de la Maternité Suisse débuteront dès cette année. Les travaux de rénovation du gymnase se poursuivront également lors de cet exercice budgétaire.

Les dépenses envisagées pour la plantation d'arbre, la désimperméabilisation et « Elne Ville jardin » joueront un rôle dans l'embellissement de la commune, pour en faire une ville verte et responsable.

Et enfin, les divers travaux de voirie permettront de poursuivre l'entretien et l'amélioration des routes.

Le tableau ci-dessous présente les différents projets réalisés en 2025 ainsi que ceux prévus pour l'exercice 2026 afin d'avoir une vision globale du coût total du projet. Les montants inscrits pour 2025 sont estimatifs aussi bien en dépenses qu'en recettes.

| Politiques Publiques | CA 2025 | RAR 2025 | PPI 2026 | BP 2026 |
|---|---|---|---|---|
| Remboursement Emprunt | *692 619,49* | | 684 799,74 | **684 799,74** |
| Bâtiments publics | *99 862,61* | 3 069,50 | 150 000,00 | **153 069,50** |
| Outillages techniques | *31 726,35* | 15 003,04 | 92 000,00 | **107 003,04** |
| Parc Auto | *107 460,13* | 195 050,94 | 175 000,00 | **370 050,94** |
| Cimetières et pompes funèbres | *15 338,40* | | 150 000,00 | **150 000,00** |
| Police Municipale – Sécurité incendie | *38 626,00* | 15 725,08 | 37 000,00 | **52 725,08** |
| Ecoles | *459 529,22* | 16 310,49 | 125 000,00 | **141 310,49** |
| Entretien du patrimoine culturel | *62 970,09* | 138 697,92 | 1 684 055,18 | **1 822 753,10** |
| Sports | *1 416 538,89* | 362 277,25 | 2 039 441,00 | **2 401 718,25** |
| Centre de Santé | *171 733,62* | 67 052,51 | 5 000,00 | **72 052,51** |
| Parc privé | *8 034,78* | 109 230,64 | 240 000,00 | **349 230,64** |
| PLU | *119 537,12* | 35 843,96 | 10 000,00 | **45 843,96** |
| Eclairage Public | *75 115,20* | 12 028,79 | 50 000,00 | **62 028,79** |
| Voiries et parkings | *1 783 914,78* | 566 532,27 | 818 037,30 | **1 384 569,57** |
| Espaces Verts | *50 184,41* | 169,67 | 57 620,00 | **57 789,67** |
| Autres aménagements (marché de gros, Salitar...) | *111 061,28* | 30 201,24 | 97 000,00 | **127 201,24** |
| Informatique, licences | *86 291,73* | 23 394,18 | 180 000,00 | **203 394,18** |
| **TOTAL** | **5 330 544,10** | **1 590 587,48** | **6 594 953,22** | **8 185 540,70** |

# ANNEXE 1

Le tableau ci-dessous présente les ressources propres d'investissements de la commune. Ces dernières permettent de garantir l'équilibre du budget et de répondre ainsi aux différents besoins en investissements.

| Ressources propres d'investissement | CA 2025 | BP 2026 |
|---|---|---|
| 021 - Virement de la section de fonctionnement | 3 612 000,00 | 2 202 409,19 |
| 024 - Produits des cessions d'immobilisations | | 680 000,00 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 757 615,05 | 440 561,75 |
| 041 - Opérations patrimoniales | 13 614,14 | |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 1 169 359,64 | 3 556 627,45 |
| 13 - Subventions d'investissement | 1 948 189,07 | 2 153 008,74 |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 501 410,00 | 502 000,00 |
| 21 - Immobilisations corporelles | 10 125,01 | |
| **TOTAL ressources propres** | **8 012 312,91** | **9 534 607,13** |

En Synthèse :

| INVESTISSEMENT | CA 2025 | RAR 2025 | BP 2026 |
|---|---|---|---|
| Dépenses d'investissement | 5 856 172,90 € | 1 590 767,46 € | 9 928 179,95 € |
| Recettes d'investissement | 2 767 946,17 € | 1 632 366,74 € | 9 534 607,13 € |
| **BESOIN DE FINANCEMENT** | **- 3 088 226,73 €** | **41 599,28 €** | **- 393 572,82 €** |

Le besoin de financement de l'exercice 2026, peut être amener à évoluer à la hausse ou à la baisse en fonction des montants réellement engagés.
Le besoin de financement de l'exercice 2025 sera couvert par l'excédent de fonctionnement cumulé, lequel est ressorti positif.

## 7. STRUCTURE DE DETTE

L'extinction dite "naturelle" de l'encours de dette, fait ressortir une diminution de 5% par rapport à 2025.
Ainsi, au 31 décembre 2026, la dette de la commune s'élève à 10 524 Mds€.

| Objet | Montant | Restant Dû 01/01/2026 | Capital | Intérêts | Annuité | Restant Dû 31/12/2026 | Durée restant |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| nouvelle Gendarmerie | 1 000 000 | 678 948 | 36 943 | 31 266 | 68 209 | 642 005 | 13 ans |
| Emprunt 176 CHF refinancé | 1 031 159 | 568 801 | 49 777 | 16 666 | 66 443 | 519 024 | 10 ans |
| Emprunt globalisé | 3 000 000 | 1 377 543 | 144 146 | 66 174 | 210 320 | 1 233 397 | 8 ans |
| Emprunt globalisé 2004 | 4 000 000 | 1 726 888 | 141 713 | 74 602 | 216 315 | 1 585 175 | 10 ans |
| Gendarmerie | 2 180 907 | 1 894 746 | 4 769 | 83 369 | 88 138 | 1 889 977 | 30 ans |
| Emprunt El Moli transféré | 277 715 | 69 656 | 22 411 | 2 027 | 24 438 | 47 245 | 3 ans |
| Emprunt CTM 2018 | 450 000 | 325 451 | 16 168 | 6 737 | 22 905 | 309 283 | 17 ans |
| Renégociation emprunts n°180 & 182 | 1 844 647 | 1 222 716 | 88 117 | 25 819 | 113 936 | 1 134 599 | 13 ans |
| Emprunt CTM 2018 | 624 310 | 429 717 | 29 423 | 9 463 | 38 886 | 400 294 | 13 ans |
| Emprunts n°171 et 177 renégociés | 3 267 451 | 2 412 634 | 136 717 | 50 554 | 187 271 | 2 275 917 | 16 ans |
| Emprunt rénovation gymnase | 500 000 | 500 000 | 12 615 | 16 476 | 30 091 | 487 385 | 20 ans |
| | **17 676 190** | **11 207 100** | **682 800** | **383 153** | **1 066 953** | **10 524 301** | |

# ANNEXE 1

En 2026, elle s'élèverait à 11,024 Mds€, en cas d'emprunt contracté en cours d'année, soit une évolution de 4%.

| Au 1er janvier N | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Emprunt contracté | - € | - € | - € | - € | 500 000 € | 500 000 € |
| Intérêt de la dette | 435 887 € | 413 162 € | 418 509 € | 414 730 € | 408 376 € | 383 153 € |
| Capital remboursé | 662 014 € | 683 567 € | 661 544 € | 667 409 € | 692 619 € | 682 800 € |

L'endettement pluriannuel

| Exercice | Annuité | Intérêts | Capital | Capital restant dû |
|---|---|---|---|---|
| 2026 | 1 066 952,97 € | 383 153,23 € | 682 799,74 € | 11 207 100,43 € |
| 2027 | 1 074 334,99 € | 361 518,98 € | 712 816,01 € | 10 524 300,69 € |
| 2028 | 1 076 463,71 € | 336 687,99 € | 739 775,72 € | 9 811 484,68 € |
| 2029 | 1 053 327,76 € | 310 369,18 € | 742 958,58 € | 9 071 708,96 € |
| 2030 | 1 055 105,16 € | 283 795,64 € | 771 309,52 € | 8 328 750,38 € |
| 2031 | 1 056 919,03 € | 256 076,22 € | 800 842,81 € | 7 557 440,86 € |
| 2032 | 1 059 003,02 € | 227 392,57 € | 831 610,45 € | 6 756 598,04 € |
| 2033 | 1 060 580,77 € | 196 914,75 € | 863 666,02 € | 5 924 987,59 € |
| 2034 | 853 232,08 € | 169 487,59 € | 683 744,49 € | 5 061 321,58 € |
| 2035 | 855 345,21 € | 147 506,25 € | 707 838,96 € | 4 377 577,09 € |
| 2036 | 574 801,19 € | 124 695,92 € | 450 105,27 € | 3 669 738,13 € |
| 2037 | 577 038,53 € | 112 233,50 € | 464 805,03 € | 3 219 632,86 € |
| 2038 | 484 019,18 € | 99 606,58 € | 384 412,60 € | 2 754 827,83 € |
| 2039 | 394 589,60 € | 89 213,19 € | 305 376,41 € | 2 370 415,23 € |
| 2040 | 362 873,93 € | 81 301,63 € | 281 572,30 € | 2 065 038,82 € |
| 2041 | 227 365,07 € | 74 351,74 € | 153 013,33 € | 1 783 466,52 € |
| 2042 | 184 070,26 € | 70 037,51 € | 114 032,75 € | 1 630 453,19 € |
| 2043 | 163 934,12 € | 65 686,81 € | 98 247,31 € | 1 516 420,44 € |
| 2044 | 166 764,47 € | 61 513,41 € | 105 251,06 € | 1 418 173,13 € |
| 2045 | 169 657,48 € | 57 037,71 € | 112 619,77 € | 1 312 922,07 € |
| 2046 | 145 571,16 € | 52 507,10 € | 93 064,06 € | 1 200 302,30 € |
| 2047 | 139 579,68 € | 48 718,48 € | 90 861,20 € | 1 107 238,24 € |
| 2048 | 142 669,06 € | 44 720,59 € | 97 948,47 € | 1 016 377,04 € |
| 2049 | 145 826,82 € | 40 410,86 € | 105 415,96 € | 918 428,57 € |
| 2050 | 149 054,47 € | 35 772,55 € | 113 281,92 € | 813 012,61 € |
| 2051 | 152 353,57 € | 30 788,15 € | 121 565,42 € | 699 730,69 € |
| 2052 | 155 725,68 € | 25 439,27 € | 130 286,41 € | 578 165,27 € |
| 2053 | 159 172,43 € | 19 706,67 € | 139 465,76 € | 447 878,86 € |
| 2054 | 162 695,47 € | 13 570,18 € | 149 125,29 € | 308 413,10 € |
| 2055 | 166 296,47 € | 7 008,66 € | 159 287,81 € | 159 287,81 € |

# ANNEXE 1

## 8. EVOLUTION DE L'EPARGNE

Quelques informations sur les indicateurs utilisés :

- **L'épargne de gestion**

L'épargne de gestion résulte de la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses de gestion, c'est-à-dire l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement à l'exception des charges d'intérêts de la dette.

- **L'épargne brute**

L'épargne brute résulte de la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle mesure la capacité d'une collectivité à financer le remboursement du capital de sa dette ainsi que ses investissements hors contraction de nouveaux emprunts et subventions d'investissements.

- **L'épargne nette**

L'épargne nette résulte de la différence entre l'épargne brute et le remboursement du capital de sa dette. Elle mesure la capacité d'une collectivité à financer ses investissements hors contraction de nouveaux emprunts et subventions d'investissements.

- **Taux d'épargne brute**

Rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement. Cet indicateur mesure le pourcentage des ressources propres de fonctionnement affecté au financement des investissements et au remboursement du capital de la dette.

- **Ratio de capacité de désendettement**

Il s'agit d'une mesure de soutenabilité de la dette.

| EPARGNE DE GESTION | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| Recettes réelles de fonctionnement | 10 932 173 | 13 683 306 | 13 236 944 | 13 110 843 | 13 589 665 |
| - Atténuation de charges | 126 877 | 67 622 | 84 889 | 106 848 | 56 097 |
| - Produits des cessions | 362 000 | 1 665 660 | 255 490 | 308 972 | 328 297 |
| + Travaux en régie | 109 997 | 50 669 | 176 502 | 145 600 | 195 562 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 9 605 601 | 10 570 555 | 11 724 330 | 12 082 196 | 12 565 640 |
| - Atténuation de produits | 0 | 0 | 0 | 13 713 | 24 439 |
| **Epargne Brute (CAF brute)** | **1 074 569** | **1 497 760** | **1 433 625** | **865 276** | **859 632** |
| **Taux d'épargne brute %** | **10%** | **12%** | **11%** | **7%** | **6,3%** |
| Remboursement du capital de la dette | 662 014 | 683 567 | 661 544 | 667 409 | 692 619 |
| **EPARGNE NETTE (CAF nette)** | **412 555** | **814 193** | **772 081** | **197 867** | **197 867** |

| ENDETTEMENT | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| Encours de dette au 31 décembre | 13 412 240 | 12 728 673 | 12 067 129 | 11 399 720 | 11 207 100 |
| **CAPACITE DE DESENDETTEMENT (/an)** | **13,10** | **8,95** | **8,88** | **13,95** | **13,03** |